

REUNIONS ANNUELLES DE LA BID A BAKOU (AZERBAIDJAN)

Une délégation Djiboutienne présidée par **M. SIMON MIBRATHU**, Secrétaire Général du Ministère de l'Economie des Finances et de la Planification Chargé de la Privatisation, a participé à BAKOU, du 20 au 25 Juin 2010, aux 35èmes Réunions Annuelles de la Banque Islamique de Développement (BID) en qualité de Gouverneur par intérim de la BID.

Cette délégation était également composée de Messieurs ALMIS MOHAMED ABDILLAH, Directeur du Financement Extérieur, et HASSAN MOUSSA, Chef de Service comptabilité de la Banque Centrale (BCD).

Le programme de la trente-cinquième réunion annuelle (cf annexe 1) du conseil des gouverneurs de la BID a également coïncidé avec (i) la 17ème Réunion Annuelle de la SIACE, (ii) la 10^{ème} Assemblée Générale de la SID, (iii) la 5ème Assemblée Générale de la SIFC et (iv) la 3ème Réunion Annuelle du Fonds de Solidarité Islamique pour le Développement (FSID).

Cette mission a permis aux autorités Djiboutiennes de faire le point sur le partenariat avec la BID. La délégation a souligné les progrès réalisés par notre pays au niveau macroéconomique et financiers malgré la crise économique et financière ainsi que la crise énergétique tout comme les actions entreprises dans le domaine social.

Le Secrétaire Général a évoqué à travers son discours prononcé lors de la réunion du Conseil des Gouverneurs la situation économique et financière de Djibouti ainsi que les contraintes auxquelles étaient exposé le gouvernement. Il a demandé à la BID d'appuyer notre pays dans le cadre du développement des énergies renouvelables.

En marge des Réunions, la délégation a rencontré **Monsieur Boubacar SIDIBE**, Vice Président des Opérations de la BID, **Monsieur Fawzi AL-HUNAIF**, Directeur des Opérations du Fonds Koweïtien de Développement (KFAED) et **Dr. K. PARVIZIAN**, Directeur Général de Export Development Bank of Iran (EDBI).

(voir le discours)

DISCOURS DE S.E. MONSIEUR SOMONE MIBRATHU,
*SECRETARE GENERAL DU MINISTERE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES ET
DE LA PLANIFICATION CHARGE DE LA PRIVATISATION DE DJIBOUTI
GOUVERNEUR TEMPORAIRE DE LA BID*

REUNIONS ANNUELLES DE LA BID – BAKOU, 23 JUIN 2010

Excellence Monsieur le Président du Conseil des Gouverneurs,

Excellence Docteur AHMED MOHAMED ALI, Président de la BID,

Mesdames et Messieurs les Gouverneurs,

Honorables Invités,

Mesdames et Messieurs,

ASSALAM ALAIKOUM WA RAHMATOU LAHI WA BARAKATOU.

Je voudrais au préalable présenter les salutations et les excuses de notre Ministre de l'Economie et des Finances et Gouverneur de la BID pour n'avoir pas pu participer à ces Réunions Annuelles en raison des festivités nationales.

C'est avec beaucoup de plaisir que je prends la parole parmi vous, aujourd'hui, à cette Assemblée annuelle de la BID et saisis cette opportunité pour exprimer au nom de la délégation Djiboutienne et en mon nom personnel, mes plus vifs remerciements aux autorités et au peuple d'AZERBAIDJAN et aux organisateurs pour l'accueil réservé dans cette charmante ville de BAKOU.

Je saisis également cette opportunité pour féliciter **Dr AHMED MOHAMED ALI** pour sa reconduction à la tête de la BID et cette marque de confiance est le résultat de ses efforts au service du développement.

En prenant la parole, il me plaît de vous présenter la situation économique et sociale en République de Djibouti à la lumière des événements sur la scène internationale. Le contexte qui sévit actuellement dans notre pays est fort encourageant et l'environnement macroéconomique s'est sensiblement amélioré au cours de ces dernières années.

La croissance annuelle du PIB réel est ainsi passée d'une moyenne annuelle de 3% au début 2000 à 5% en 2009. Les principaux vecteurs de cette croissance résultent d'un important Programme d'Investissement Publics couplé à de considérables investissements directs étrangers (IDE) dans les secteurs portuaire, du tourisme ainsi que ceux du bâtiment. Les investissements ont doublé en deux ans et sont passés de 23% en 2005 à plus de 40% du PIB en 2009.

Malgré ces performances, la République de Djibouti, malheureusement, fait partie de ces États pour lesquels les OMD à l'horizon 2015 restent un challenge difficilement accessible. Challenge d'autant plus difficile que Djibouti est victime de la fluctuation et de l'instabilité des prix des matières premières et en premier lieu de l'évolution du prix des hydrocarbures.

Je ne saurais assez souligner également les préjudices causés par les actes de piraterie maritime dans l'Océan Indien qui trouvent leurs sources dans la situation d'instabilité de la Somalie.

Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs les Gouverneurs,

La vision de développement du Gouvernement repose sur l'exploitation optimale de son unique richesse, son port et sa position géographique stratégique qui le situe sur la principale voie maritime qui relie l'Asie à l'Europe, à proximité immédiate du Golfe arabe, et qui l'adosse à un hinterland Africain important (Ethiopie, Somalie et plus loin l'Ouganda, le Rwanda et le Burundi...).

Ainsi, s'inscrivant dans cette optique, le partenariat que nous avons su développer depuis 2000 avec Dubaï a permis d'attirer de nombreux investisseurs et des capitaux étrangers en République de Djibouti.

Comme vous le connaissez, les hausses des cours mondiaux du pétrole ont sévèrement affecté notre économie fortement dépendante pour son électricité qui, il faut le souligner, constitue un des coûts élevés des facteurs de production.

Aujourd'hui, nous constatons que les politiques de développement n'ont pas mis l'accent sur des volets sensibles tels que l'eau, la sécurité alimentaire, le développement des énergies propres pour les PMA et nous en payons le prix fort.

La République Djibouti a un des taux d'électrification faibles avec seulement 57% des zones urbaines raccordés au réseau. La capacité réelle de production d'électricité est limitée à 119 MW installé, dont seulement 57 MW était opérationnel en 2008 et repose principalement sur l'énergie thermique.

La croissance démographique et l'accélération de l'urbanisation ont pour effet d'accroître la demande d'électricité, et les capacités disponibles montrent de plus en plus leurs limites.

Par conséquent, la diversification des sources d'énergie et l'introduction de nouvelles technologies de production sont vitales pour la viabilité à long terme du secteur de l'énergie.

Je ne puis donc qu'exhorter les partenaires au développement, et plus particulièrement la BID, à œuvrer dans ce sens et à appuyer DJIBOUTI dans le domaine de la géothermie et des énergies renouvelables.

Partenariat entre Djibouti et la BID

Le partenariat n'a, au fil du temps, cessé de croître et nous en sommes reconnaissants au soutien de la Banque Islamique et de son Président pour son dévouement à la cause des pays pauvres.

En effet, la BID a su, tout au long de notre existence, nous accompagner dans nos actions, dans nos efforts vers le développement et le combat que nous menons contre la pauvreté.

Aujourd'hui, le Groupe de la BID intervient en République de Djibouti dans bien des secteurs :

- dans le domaine social et plus particulièrement le secteur de la Santé et de l'Education mais aussi de l'Agriculture ;
- Dans les infrastructures de transport ;
- Dans la promotion et le développement du secteur privé avec le financement du projet de port de Doraleh et de terminal vraquier par la Société Islamique de Développement du Secteur Privé (ICD).

Sans oublier que la Banque est toujours présente lorsque notre pays est confronté aux calamités naturelles (inondations, sécheresse...) et nous lui en sommes reconnaissant.

Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs les Gouverneurs,

A ces maux que je viens d'évoquer, il convient d'ajouter l'impact sur l'Afrique des changements climatiques et les risques que ces changements pourraient entraîner pour nous.

D'ores et déjà, nous savons avec certitude que ce sont les pays en voie de développement et plus précisément les PMA qui sont les plus vulnérables face aux changements climatiques et les plus susceptibles d'être affectés par les catastrophes naturelles que suscitent ces changements climatiques (inondations, sécheresses, tempêtes).

A l'heure où je vous parle, la République de Djibouti est confrontée à un phénomène de sécheresse récurrent et je vous avoue être dubitatif sur les réponses de la communauté internationale et sur la lourdeur des procédures appliquées face à des situations d'urgence.

Monsieur le Président,

Honorables Gouverneurs,

Je terminerais mon intervention sur la problématique de la crise financière et économique qui a débuté dans les économies développées pour toucher les pays en voie de développement. Même si nous avons su résister à cette crise, il convient de souligner notre inquiétude des répercussions de cette dernière sur les IDE et sur l'APD.

Par ailleurs, face à la situation de détresse qu'endure la population de GAZA, il est plus que jamais un devoir pour la Oumma et à travers elle la Banque Islamique de témoigner du grand élan de solidarité avec ce peuple qui a toujours fait la marque principale de la BID.

A travers les actions politiques des pays membres et des instruments de la Banque, la solidarité et l'entraide devront rester le socle permanent de notre unité et de notre force et nous ne pouvons qu'en être fiers aujourd'hui à l'aune des turbulences dans le monde.

Enfin et en conclusion, je ne saurais trop remercier nos hôtes ainsi que la direction, le conseil d'administration, le personnel de la BID pour l'excellente organisation de ces Assemblées.

Je vous remercie de votre attention.